

# MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---



Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale  
36 rue de Valmy  
93108 MONTREUIL

---

## FOURNITURE ET LOCATION DE TUNNELS DE SECURISATION DES ACCES DU SITE DE TOULOUSE

---

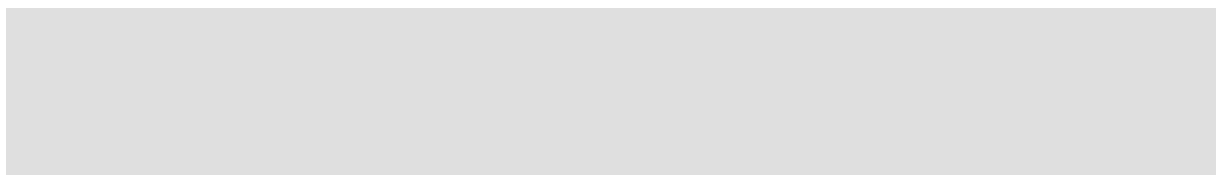
### Procédure d'appel d'offres ouvert

N° de procédure : P2518-A00-DRH

Cahier des Clauses Administratives Particulières

## **SOMMAIRE**

<b>DEFINITIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 –FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – PRIX DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 – REGIME FINANCIER .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 – REALISATION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 – LOCATION DES TUNNELS .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 – CONTROLE DE LA QUALITE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DES PARTIES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 13 – PENALITES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 15 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 16 – RESPONSABILITE – ASSURANCES .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 17 – RESILIATION .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18 – LITIGES .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 19 – CONFLIT D’INTERETS .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 20 – MARCHES POUR PRESTATIONS SIMILAIRES .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU C.C.A.G /FCS.....</b>	<b>17</b>



## DEFINITIONS

En complément de l'article 2 du CCAG-FCS, chacune des expressions utilisées dans le présent document, y compris dans ses annexes, a la signification donnée ci-après :

**« Pouvoir adjudicateur ou ACOSS »** : Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale – Personne morale de droit public, dont le siège social est situé à Montreuil (93100) et qui dispose de 9 sites en France métropolitaine :

- site de Biot : 700, avenue de Roumanille – Sophia Antipolis – 06410 BIOT
- site de Caen : 20, avenue Alfred Kastler – 14063 CAEN
- site de Lille : 13, rue Denis Papin – Parc d'activités des Prés – 59658 VILLENEUVE D'ASCQ cedex
- site de Lyon : 590, cours du 3<sup>ème</sup> Millénaire – 69792 SAINT PRIEST cedex
- site de Marseille : 20, avenue Viton – BP 31 – 13274 MARSEILLE cedex
- site de Nancy : 12, rue du Bois de la Champelle – Parc d'activités du Brabois – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
- site de Nantes : 2-4, rue Coulongé – BP 12833 – 44328 NANTES cedex
- site de Toulouse : Avenue d'Atlanta – BP2152 – 31020 TOULOUSE cedex
- site de Valbonne : 480 route des Dolines 06914 Sophia Antipolis ; un immeuble sis 444, route des Dolines 06914

**Le « Titulaire »** : Attributaire et signataire du marché retenu par l'ACOSS à l'issue de la procédure de marchés publics.

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture et la location de tunnels de sécurisation des entrées et des issues de secours du site de l'ACOSS sis **Avenue Atlanta 31200 Toulouse**.

Le marché comporte les prestations suivantes :

- La prestation d'études et de réalisation des plans de montage
- Les prestations de montage et des démontage des platelages
- La location de tunnels à platelages au droit de toutes les voies d'accès piétons, les issues de secours, et l'abri à vélos
- Les visites périodiques de contrôle (trimestrielles)
- Le transport aller et retour des tunnels à platelages

Les prestations seront exécutées sur un site occupé.

La description précise des prestations et les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DU MARCHE

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 3 –FORME DU MARCHE

Le présent marché public est ordinaire, traité à prix global et forfaitaire conformément à l'article R. 2112-6 du Code de la commande publique.

Il n'est pas alloti car il s'agit d'un marché global qui ne permet pas de déterminer des prestations distinctes.

## ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de différence entre les documents constitutifs du marché, ces derniers prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés :

- L'acte d'engagement complété, daté et signé électroniquement ;
- L'offre financière du titulaire formalisée dans le cadre de réponse financier (décomposition du prix global et forfaitaire) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe – déclaration d'absence de conflits d'intérêts - dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'ACOSS fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes (plan de situation et plans de masse) - dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'ACOSS fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAF-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le marché et ses annexes et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

Les dérogations au CCAG-FCS sont précisées à l'article 21 du présent CCAP.

## **ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE PUBLIC**

Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit 2 fois pour la même durée de 12 mois, soit 36 mois au total (3 ans). La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec avis de réception, avec un préavis de deux (2) mois. La décision expresse de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

La date de démarrage des prestations est le **1<sup>er</sup> février 2026**.

## **ARTICLE 6 – PRIX DES PRESTATIONS**

Le prix du marché est le prix global et forfaitaire HT figurant dans la décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF) remise par le Titulaire.

Le prix est forfaitaire, ferme et définitif pendant toute la durée du marché.

Le taux de T.V.A applicable est celui en vigueur lors de la réalisation des prestations.

Le prix comprend l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Le transport aller/retour et le montage/démontage du matériel d'échafaudage en début et fin de location, le montage/démontage des platelages (main d'œuvre incluse), la manutention du matériel de l'intérieur/extérieur du bâtiment jusqu'à la zone de montage/démontage (main d'œuvre incluse) sont inclus dans le prix du marché. Il en est de même pour les frais de transport aller et retour des platelages. Le prix comprend aussi les marges pour risques et bénéficiaires.

Les frais de manutention, de transports et autres, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 7 – REGIME FINANCIER**

### **7.1 – AVANCE**

Il sera fait application de l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG FCS. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 % du marché.

Sauf refus du Titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions réglementaires fixées par les articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Aucune autre avance ne sera accordée.

### **7.2 – ACOMPTES**

Les paiements se font par acomptes mensuels, conformément aux articles L2191-4 et R2191-20 et suivants du Code de la commande publique, sur constatation du service fait pour :

- les prestations d'études et de réalisation des plans de montage, le service fait étant l'acceptation des études et des plans remis au gestionnaire du site
- les prestations de transport et de montage, le service fait étant la décision d'admission des tunnels par le gestionnaire du site
- Les prestations de visites périodiques, le service fait étant la signature du compte-rendu de visite remis au gestionnaire du site

- Les prestations de démontage et de transport retour, le service fait étant la signature par le gestionnaire du site du PV de restitution des équipements au titulaire

Le prix de la location est facturée le dernier jour du mois concerné et réglé dans le délai global de paiement précisé à l'article 7.5 du CCAP, dès lors que tous les tunnels mis en œuvre ont été acceptés par l'ACOSS.

### 7.3 – LIQUIDATION DES PAIEMENTS

Le paiement des prestations sera réglé à compter de la décision de réception prise par l'ACOSS dans les conditions définies à l'article 8 du présent CCAP.

### 7.4 – FACTURATION

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire en un original et deux duplicata certifiés conformes à l'original, au compte ouvert au nom du prestataire, qui communiquera à l'ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN, portant les indications suivantes :

- la référence du marché ;
- l'objet de la prestation concernée ;
- le/les livrables attendus ;
- le montant total H.T. de la commande ;
- le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C de la commande.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur Général de l'ACOSS.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et financier de l'ACOSS.

Les montants des factures sont calculés en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seul habilité à présenter à l'ACOSS la demande de paiement.

Les entreprises titulaires ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct, auront l'obligation d'adresser à l'ACOSS leurs factures par voie électronique, à l'adresse suivante **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Les modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro sus-visé.

### 7.5 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, dans les conditions des articles R. 2192-12 à R. 2192-30 du Code.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

## **7.6 – MODALITES DE PAIEMENT**

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 8 – REALISATION DES PRESTATIONS**

### **8.1 – CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS PREALABLES A LA LOCATION**

#### **8.1.1 – Réalisation des études et des plans de montage**

Le titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la notification du marché pour réaliser les études et les plans nécessaires au montage des tunnels de protection.

#### **8.1.2 – Transport et installation des tunnels**

Les tunnels doivent être livrés « en parfait état ».

Par « parfait état », il convient d'entendre des tunnels à l'état neuf ou quasi neuf ou ayant peu servis et dans un excellent état d'entretien.

L'entreprise titulaire sera tenue pour responsable de toute dégradation et incident intervenu au cours de l'amenée sur le site de montage. Toute dégradation durant l'amenée des équipements sera à reprendre au frais du présent marché, que cela soit de la voirie, des ouvrages existants sur site ou hors site, ou des tunnels en eux-mêmes.

Au préalable de l'installation, le titulaire doit se prévaloir de l'ensemble des sujétions d'assise, de soutènement et de stabilité des éléments à installer, et garantir leur parfaite stabilité au travers des ouvrages prévus à cet effet.

Un état des lieux contradictoire est réalisé en présence d'un représentant de l'ACOSS et du titulaire afin de réceptionner et de consigner l'état d'arrivée des ouvrages. Une comparaison est réalisée avec l'état de reprise des éléments à la fin de location. Le titulaire doit obligatoirement être présent lors de l'installation et la dépose des tunnels sous peine de l'application de la pénalité prévue à l'article 14 du CCAP.

Conformément à l'article 21 du CCAG FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement. Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment : la date d'expédition, la référence du contrat, l'identification du titulaire et des fournitures livrées.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

#### **8.1.3 – Documentation afférente aux tunnels installés**

Dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'admission des tunnels, le titulaire remet au représentant de l'ACOSS un rapport dématérialisé comportant :

- Les plans d'assemblages des tunnels avec leurs dimensions
- les plans de localisation des tunnels sous autocad (format A3)

Le Titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en français nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects des tunnels livrés et à leur entretien courant. Le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

## **8.2 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS**

Les opérations de vérification et d'admission des prestations, sont effectuées par l'ACOSS et ce, conformément aux dispositions des articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG/FCS, sous réserve des précisions et/ou dérogations qui suivent.

Les opérations de vérification consistent à vérifier la conformité des tunnels de protection aux stipulations du marché.

La livraison des tunnels sur le site fait tout d'abord l'objet d'un Procès-Verbal de livraison établi contradictoirement en deux exemplaires, un exemplaire étant conservé par chacune des parties.

Le Procès-Verbal de livraison précise notamment le nombre de platelages et leur état général.

Le Procès-Verbal de livraison ne vaut pas admission des tunnels : celle-ci est prononcée à l'issue du délai de 30 jours imparti à l'ACOSS pour effectuer les vérifications après leur installation.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'ACOSS prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Les décisions de réception avec réfaction, d'ajournement et de rejet sont motivées.

En cas de réception d'une décision d'ajournement, le Titulaire dispose, par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, d'un délai de 10 jours ouvrés pour faire ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'ACOSS.

Si le Titulaire fait des observations ou procède aux corrections demandées, l'ACOSS dispose, conformément à l'article 30.2 du CCAG-FCS, d'un délai maximum de 15 jours ouvrés pour prendre une décision définitive.

## **8.3 MODALITES D'ACCES AU BATIMENT**

Les personnels du titulaire amenés à se déplacer dans l'enceinte et dans les locaux de l'ACOSS, doivent tous être munis d'un badge nominatif portant nom, prénom, fonction, photo d'identité ainsi que la dénomination commerciale et le logo de la société titulaire du marché. Ils adoptent une correction qui prévaut dans tous types d'interventions ayant lieu sur site.

Le personnel du titulaire chargé des opérations se déroulant dans les locaux de l'ACOSS, se présente dès son arrivée dans l'établissement à un responsable concerné du service utilisateur.

Le titulaire respecte les règles d'accès au site de l'ACOSS et se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans ses locaux.

De même, le titulaire se conforme, sur les voies de circulation strictement réservées aux usagers et personnels pour lesquelles s'appliquent les dispositions du Code de la Route, aux conditions de circulation prescrites par l'ACOSS.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

## **8.4 – HYGIENE ET SECURITE**

L'ACOSS s'engage à assurer au personnel du titulaire appelé à intervenir dans ses locaux des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité.



L'ACOSS informe le personnel du titulaire des consignes de sécurité dans lesdits locaux, et veille à la présence effective d'un préposé qualifié pendant la durée de l'intervention dudit personnel, de telle sorte que toutes mesures utiles puissent être immédiatement prises en cas d'accident.

Le titulaire s'engage à respecter les consignes et/ou protocoles d'hygiène et de sécurité communiqués par l'établissement.

Le titulaire s'engage à restituer les locaux dans lesquels il est intervenu, dans l'état initial lors de son entrée, en particulier, il doit évacuer tous les déchets tels que cartons d'emballages, pièces usées et tous autres déchets pouvant résulter de son intervention, la liste étant non exhaustive.

#### **8.5 – OBLIGATION DE SECURITE**

Le Titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux de l'ACOSS, et notamment à celles issues du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, à charge pour le Titulaire de les communiquer à son personnel.

#### **8.6 – GARANTIE**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie contre tous vices de matière ou de fabrication hors usure normale à compter de la date de livraison et installation des tunnels jusqu'à la date de leur retrait.

Les tunnels devront être en parfait état et conformes aux normes de sécurité et à la législation en vigueur.

#### **8.7 – VISITES PERIODIQUES DES TUNNELS**

Le titulaire procède à des visites périodiques trimestrielles des tunnels afin de vérifier leur conformité et leur bon état général.

Le titulaire remet au gestionnaire du site un compte-rendu précisant la date, l'heure, et les tunnels contrôlés, avec la précision de leur emplacement. Le compte-rendu se présente sous la forme d'un constat visuel qui est fait en présence du gestionnaire du site. A l'issue de la visite, le compte-rendu est établi en deux exemplaires signés, dont un est remis au titulaire.

### **ARTICLE 9 – LOCATION DES TUNNELS**

#### **9.1 – PROPRIETE DES TUNNELS**

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, s'agissant d'un marché de location, l'admission des tunnels de protection n'entraîne pas le transfert de propriété.

Les tunnels mis en place sur le site de l'ACOSS restent la propriété exclusive du titulaire ou de ses ayants droits pendant la période de location.

L'ACOSS est gardienne des tunnels qu'elle utilise sous sa propre responsabilité jusqu'à la fin de la durée de la location.

#### **9.2 – INDISPONIBILITE DES TUNNELS**

En cas d'indisponibilité provenant d'une détérioration, le titulaire doit procéder au remplacement du/des tunnel(s) concerné(s). Aucun surcoût relatif au remplacement du/des tunnel(s) ne saurait être réclamé à l'ACOSS.

### 9.3 – MODALITES DE RESTITUTION DES TUNNELS

A la fin de la période de location, l'ACOSS restitue les tunnels en bon état.

Par « bon état », il convient d'entendre un équipement propre, sans dommages significatifs, dans un état d'usure normal au regard de la durée d'utilisation. Les tunnels doivent être en bon état d'entretien et de fonctionnement, et conformes aux spécifications techniques d'utilisation imposées par la réglementation en vigueur. L'usure constatée doit être due à une utilisation normale de celui-ci.

Le titulaire prend en charge l'intégralité des opérations liées à la restitution des tunnels : frais de démontage et d'enlèvement des équipements, emballage, assurance, transport jusqu'au dépôt du titulaire, éventuelles remises en conformité ou audits.

L'ACOSS devra faciliter l'accès des tunnels en vue de leur désinstallation, notamment en veillant à ce qu'un camion puisse stationner à proximité des tunnels le jour de leur enlèvement.

Les équipements seront munis de toutes les pièces, documents, supports informatiques, accessoires les composant ou s'y approchant, des manuels d'utilisation et de leur carnet d'entretien.

A l'issue de la location, un Procès-Verbal de restitution des équipements est établi contradictoirement et signé par les Parties.

Ce Procès-Verbal précise la date de restitution, l'état des tunnels (des photographies pouvant être jointes), ainsi que le délai imparti au titulaire pour démonter et enlever les tunnels.

Le Procès-Verbal mentionne, le cas échéant, les dysfonctionnements ou dommages constatés ne rentrant pas dans le cadre d'une usure normale, qui donneront lieu à réparation par le titulaire et facturation à l'encontre de l'ACOSS. En cas de désaccord sur l'état des équipements, ayant entraîné un refus de signature du Procès-Verbal par l'une ou l'autre des Parties, la procédure de règlement amiable des différends prévue à l'article 46.1 du CCAG FCS est mis en œuvre.

Lorsque des dysfonctionnements ou dommages excédant l'usure normale sont constatés d'un commun accord par les Parties, le titulaire établit et transmet au représentant de l'ACOSS un devis de réparation fixant le montant de la remise en état, déduction faite du montant de la franchise éventuelle.

Le représentant de l'ACOSS valide ce devis par écrit dans un délai de trente (30) jours calendaires. En cas de refus, sa décision est motivée. La réparation ne peut être facturée par le titulaire avant la décision de l'ACOSS ou, en cas de silence gardé par elle, avant l'expiration du délai évoqué ci-dessus.

La dernière facture du titulaire intervient sur la foi du Procès-Verbal de restitution des tunnels.

En cas de perte totale d'un tunnel par sinistre (accident, incendie, vol), la location prendra fin à la date du sinistre ayant entraîné la perte totale de l'équipement. Le loyer concernant cet équipement sera calculé au prorata temporis.

#### ARTICLE 10 – CONTROLE DE LA QUALITE DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage, au titre du marché qui lui est confié, à garantir la qualité des prestations qu'il délivre et leur conformité aux stipulations du présent marché. Cette obligation de conformité de la qualité des équipements s'applique également à toute fourniture et prestation de remplacement ou de substitution.

Le titulaire garantit, de manière générale, la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art.

L'ACOSS peut suivre sur place l'exécution des prestations, conformément à l'article 17 du CCAG/FCS. Elle se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le titulaire. Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par l'ACOSS ou par un tiers à sa demande, sont opposables au titulaire.

Le contrôle qualité est établi contradictoirement par le titulaire et par l'ACOSS.

De même, l'ACOSS peut émettre au cours de l'exécution des prestations, des observations ou recommandations et demander au titulaire que ces dernières soient prises en compte.

En tout état de cause, tout ajustement demandé au titulaire par l'ACOSS doit être conforme aux prescriptions contractuelles.

## **ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **11.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **11.1.1 – Obligations liées à la profession**

En tant que professionnel, le titulaire est tenu au strict respect des lois et réglementations en vigueur ainsi que des codes de déontologie s'ils existent.

A ce titre, il s'engage à ne soumettre à l'ACOSS aucune proposition qui serait contraire à ces textes.

Il doit par ailleurs, déployer tous les soins, le savoir-faire et la diligence nécessaires pour parvenir au résultat escompté et à la réussite de sa mission.

Il est investi tout au long de l'exécution du présent accord-cadre, d'une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers l'ACOSS.

Le titulaire doit fournir à l'ACOSS l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire est tenu d'informer impérativement l'ACOSS en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations. En cas de non-respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par l'ACOSS.

#### **11.1.2 – Obligation de confidentialité**

Une information confidentielle désigne toute information, quelle que soit la forme (orale, écrite, électronique ...) et quelle que soit la nature, sur tout support propriété de l'ACOSS, communiquée au titulaire pour l'exécution des présentations du présent marché.

Les informations et renseignements fournis par l'ACOSS, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant le marché.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par l'ACOSS, à l'issue du marché ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'ACOSS à des fins autres que celles spécifiées au présent marché;

- ne pas communiquer les documents, informations et fichiers transmis par l'ACOSS à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'ACOSS, les organismes du recouvrement autorisés par l'ACOSS, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent marché.

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'ACOSS lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L'ACOSS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

### **11.1.3 – Obligation de vigilance**

Le Titulaire devra transmettre à l'ACOSS les documents et attestations listés aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du Travail tous les 6 mois à compter de la notification du marché jusqu'à son terme.

Les pièces et attestations sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **11.1.4 – Protection de la main d'œuvre**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et conventions collectives et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en termes de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le titulaire dont l'exécution de la prestation est faite à l'étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de l'ACOSS.

Ces obligations s'imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le titulaire du marché ferait appel.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du contrat, en fournissant, sur simple demande de l'ACOSS, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'ACOSS.

En cas de manquements constatés à la réglementation relative à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, l'ACOSS pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

## **11.2 – OBLIGATIONS DE L'ACOSS**

### **11.2.1 – Information**

L'ACOSS s'engage à fournir dans les plus brefs délais au titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu'elle détient, afin de lui permettre de comprendre les prestations qu'il doit effectuer et de les exécuter conformément aux stipulations du marché.

### **11.2.2 – Obligation de confidentialité**

L'ACOSS s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le Titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

## **ARTICLE 12 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

En complément des stipulations du CCAG en matière de protection des données personnelles, il est précisé que l'ACOSS pourra être amenée à collecter des données à caractère personnel au titre de la gestion administrative du présent Marché. Ainsi, l'ACOSS, en qualité de responsable de traitement, peut être amenée à collecter nom(s), prénom(s), fonction et adresse email professionnelle des représentants légaux du Titulaire et des interlocuteurs désignés par ce dernier pour la bonne exécution du Marché. Le Titulaire s'engage à ce titre à informer lesdites personnes du contenu du présent article.

Les données seront conservées pour la durée de Marché.

La collecte desdites données est réalisée pour les besoins strictement internes de l'ACOSS qui garantit au Titulaire le respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'ensemble des droits des personnes concernées, dont les données sont collectées, traitées et conservées (droit d'accès, droit de rectification, droit d'effacement, droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données et droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle) doivent être exercés par ces personnes auprès du Délégué à la Protection des Données de l'ACOSS, par email à l'adresse [informatiqueetlibertes.acoss@acoss.fr] ou par courrier postal à l'adresse suivante : ACOSS, Informatique et Libertés, 36 rue de Valmy, 93108 Montreuil Cedex; en justifiant dans les deux cas de son identité conformément à l'article 77 du décret n°2019-536 du 29 mai 2019..

Pour toute information complémentaire ou réclamation, l'intéressé peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Chacune des Parties garantit à l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union Européenne.

## **ARTICLE 13 – PENALITES**

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG FCS.

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Elles sont cumulables. Ceci étant, dans l'hypothèse où il y a une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le titulaire s'oblige à déduire de ses facturations le montant des pénalités qui lui est signifié par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information. Dans le cas contraire, l'ACOSS le déduit de plein droit.

Par année civile, la somme des pénalités est limitée à un maximum de 10% du prix global et forfaitaire annuel hors taxes du marché.

Ces pénalités sont fermes sur la durée du marché et sont déductibles du montant hors taxes de la facture.

### **13.1 RETARD DANS LES OPERATIONS DE MONTAGE/DEMONTAGE ET EVACUATION DES TUNNELS**

Sauf cas de force majeure dûment justifié auprès de l'ACOSS, tout retard dans le montage des tunnels au début de la période de la location et leur démontage ainsi que leur évacuation est sanctionné par une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

### **13.2 – NON-REMISE DES LIVRABLES DANS LES DELAIS PREVUS AU CCAP**

La non-remise des livrables dans les délais prévus par le CCAP est sanctionnée par une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

### **13.3 – NON-RESPECT DE LA PROCEDURE D'AGREMENT DE SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie de ses obligations qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous- traitants par l'ACOSS.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations faisant l'objet du marché, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ACOSS de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Les sous-traitants pourront être présentés à l'ACOSS pour acceptation lors de la soumission au marché ou en cours d'exécution du marché.

En cas de non-respect de la procédure d'agrément, une pénalité égale à 500 euros par personnel intervenant non agréé et par jour sera appliquée.

### **13.4 – ABSENCE NON JUSTIFIEE DU TITULAIRE**

En cas d'absence du titulaire lors de l'installation et la dépose des tunnels de protection, le titulaire subira une pénalité de 200 € par absence.

## **ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution que d'une partie des prestations du marché qu'avec l'agrément écrit et préalable de l'ACOSS.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre du marché, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ACOSS de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Les sous-traitants pourront être présentés à l'organisme contractant pour acceptation lors de la soumission au marché ou en cours d'exécution.

En vue de leur agrément, le Titulaire transmet à l'Acos pour chaque sous-traitant les pièces suivantes :

- un formulaire DC4 à jour de la dernière réglementation dûment renseigné et signé (ou tout document équivalent) ;
- le numéro d'immatriculation INSEE ;
- une délégation de signature pour le Titulaire et le sous-traitant, le cas échéant ;
- une attestation de régularité fiscale au titre de la dernière année pour le sous-traitant ;
- une attestation relative aux obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales (attestation URSSAF dite " de vigilance" datant de moins de 6 mois) pour le sous-traitant ;
- une présentation des moyens techniques, humains, financiers et professionnels du sous-traitant.

Le délai de 21 jours prévu à l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique, au-delà duquel le silence gardé par l'acheteur vaut acceptation implicite du sous-traitant, ne commence à courir qu'à compter de la date de réception de l'ensemble des pièces listées ci-dessus.

En application de l'article R2193-10 du Code de la Commande publique, le sous-traitant de premier rang a droit au paiement direct dès lors que les conditions d'acceptation et d'agrément sont satisfaites et que le montant de sa créance est d'au moins 600 euros TTC.

#### **ARTICLE 15 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB **original** faisant apparaître les codes BIC/IBAN, et, selon les cas, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de l'ACOSS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'ACOSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

#### **ARTICLE 16 – RESPONSABILITE – ASSURANCES**

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.



## ARTICLE 17 – RESILIATION

### 17.1 – RESILIATION UNILATERALE

Le présent marché peut être résilié, à tout moment, par l'ACOSS, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG FCS, pour motif d'intérêt général sans qu'il y ait faute du titulaire. La décision de l'ACOSS stipule la date à laquelle elle devient effective.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, aucune indemnité de résiliation ne sera due.

### 17.2 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, l'ACOSS se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché, après mise en demeure, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

1. en cas de non-respect par le titulaire des obligations de confidentialité, tel que prévu à l'article 12.1.2 du présent CCAP;
2. Le marché peut être résilié aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsque le titulaire en cause n'a pas apporté la preuve, dans un délai maximum d'un mois, après mise en demeure de l'ACOSS, de la régularisation de sa situation délictuelle au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du code du travail.
3. Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le titulaire, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

4. D'une manière générale, en cas de fautes et/ou de retards répétés du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché, qui rendraient impossible la poursuite des relations contractuelles avec le titulaire.

La résiliation ne pourra être prononcée si les fautes et/ou retards constatés résultent d'un cas de force majeure ou si le titulaire remplace tout ou partie des prestations défaillantes par des prestations au moins équivalentes. Les frais nécessaires à la réalisation de la prestation définitive restent à la charge du titulaire.

## ARTICLE 18 – LITIGES

Les litiges, qui ne peuvent faire l'objet d'un règlement amiable, sont soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

## ARTICLE 19 – CONFLIT D'INTERETS

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public ».

Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai l'ACOSS.



Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l'ACOSS peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soit(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du présent marché.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

#### **ARTICLE 20 – MARCHES POUR PRESTATIONS SIMILAIRES**

L'ACOSS se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

#### **ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU C.C.A.G /FCS**

Les dispositions suivantes du présent C.C.A.P. dérogent aux clauses du C.C.A.G. FCS applicable :

<i><b>Dérogation aux articles du CCAG FCS</b></i>	<i><b>Articles du CCAP y faisant référence</b></i>
4.1	4
30.2	8.2
33	8.6
31	9.1
14	13
42	17.1